



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 24 octobre 2025

portant mise en demeure à la société TRAITEMENTS DE SURFACE ET MÉCANIQUE – TSM GRAND EST de respecter les dispositions réglementaires du Code de l'environnement relatives à la cessation d'activité applicables à ses installations sises à RICHWILLER

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 171-8, L. 511-1, L. 512-6-1, R. 511-9, R. 512-39 et suivants et R. 512-75-1 ,

Vu le Code du commerce, notamment ses articles L. 641-9 ,

Vu l'arrêté préfectoral n° 20101537 du 2 juin 2010 portant restriction de certains usages de l'eau de la nappe phréatique sur les portions de territoires des communes de RICHWILLER et KINGERSHEIM ,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009 portant autorisation à la Société Traitements de Surface et mécanique (TSM) de poursuivre l'exploitation (codificatif et prescriptions complémentaires) de son atelier de traitement de surface à RICHWILLER au titre du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'environnement ,

Vu le jugement du 29 janvier 2025 de la Chambre Commerciale du Tribunal Judiciaire de Mulhouse plaçant la société SARL TRAITEMENTS DE SURFACE ET MÉCANIQUE – TSM GRAND EST en liquidation judiciaire et nommant la SELARL MJ EST en qualité de liquidateur judiciaire ,

Vu la notification d'arrêt définitif des installations datée du 4 février 2025 transmise au préfet du Haut-Rhin par la SARL TRAITEMENTS DE SURFACE ET MÉCANIQUE – TSM GRAND EST ,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant le 25 septembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, faisant suite à la visite du 28 août 2025 de l'établissement TSM situé au 2 rue de Kingersheim à Richwiller (68120) ,

Vu l'absence d'observations au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport d'inspection,

Considérant que le placement en liquidation judiciaire met fin définitivement à l'activité de l'établissement et qu'en conséquence il convient de décliner dans les plus brefs délais la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39 et suivants du Code de l'Environnement,

Considérant que l'article R. 512-75-1 du Code de l'Environnement prévoit les étapes de cessation d'activité suivantes et que le site soit placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts protégés :

« I. La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

[...] V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, [...] »

Considérant que l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement prévoit que le mémoire de réhabilitation et l'ATTES-MEMOIRE soient transmis dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif et que les travaux de réhabilitation soient réalisés conformément à ce mémoire :

« I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. [...] »

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

1° Les objectifs de réhabilitation ;

2° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la

suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site. [...]

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient, en outre, l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. [...]

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation. [...]

III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. [...]

La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire.

L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.

[...] Dans le cas où l'exploitant ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il remet au préfet, en même temps que l'attestation prévue aux alinéas précédents, un projet de secteur d'information sur les sols au sens de l'article L. 125-6. »

Considérant qu'il a été constaté le défaut de transmission des documents suivants, ce qui constitue des non-conformités aux articles du Code de l'environnement sus-considérés :

- le liquidateur judiciaire, en tant que dernier exploitant, n'a pas transmis de mémoire de réhabilitation accompagné de l'ATTES-MEMOIRE. Or le mémoire de réhabilitation est un préalable indispensable à la réhabilitation du site, puisqu'il définit les mesures de gestion des pollutions identifiées et le calendrier de mise en œuvre, dans l'objectif de mettre en compatibilité le site avec l'usage déterminé et de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts protégés, conformément à l'article R. 512-75-1 susvisé,

Considérant que lors de la visite d'inspection du 28 août 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le site n'est pas réhabilité :

- le site n'est pas clôturé en partie sud et ouest ,
- des produits dangereux sont encore présents sur le site,
- à l'emplacement des anciens bains, les terres, manifestement souillées par les produits qui y étaient utilisés, sont toujours en place ,
- aucun diagnostic des milieux, plan de gestion et travaux de réhabilitation n'ont été entrepris, pour s'assurer que le site n'ait pas d'impact sur les populations et la ressource en eau sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité, malgré la connaissance des enjeux et les diagnostics précédemment réalisés (pollution des eaux souterraines au chrome VI identifiée au début des années 2000) ,

Considérant que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ,

Considérant que face aux manquements sus-considérés, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société TRAITEMENTS DE SURFACE ET MÉCANIQUE – TSM GRAND EST de respecter les prescriptions de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement ,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture ,

ARRÊTE

Article 1^{er} : dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la société TRAITEMENTS DE SURFACE ET MECANIQUE – TSM GRAND EST (SIRET : 912 645 892 00015), dont le siège social est situé au 2 rue de Kingersheim à Richwiller (68120), représentée par son liquidateur judiciaire, est mise en demeure, pour ses installations situées à la même adresse, de respecter les dispositions prévues par l'article R. 512-39-3

Article 2 : dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas respectée dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société SARL TRAITEMENTS DE SURFACE ET MECANIQUE – TSM GRAND EST, une ou plusieurs des sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de la publication du présent arrêté :

- par la voie d'un recours administratif auprès de la préfecture du Haut-Rhin. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.
- par la voie du recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérécours citoyens », accessible à l'adresse suivante : « www.telerecours.fr ».

Article 4 : conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de deux mois. Le présent arrêté est notifié à la société SARL TRAITEMENTS DE SURFACE ET MECANIQUE – TSM GRAND EST.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de la commune de Richwiller, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 24 octobre 2025

Le préfet
pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD